

Accord de la CTOI – Article X

Rapport de mise en œuvre pour l'année 2022 (CdA20)

Date limite de soumission: 9/3/2023

NOTES DE LECTURE:

- Ce rapport est composé de 5 sections rendant compte de la mise en œuvre des Résolutions de la CTOI.
- Les réponses fournies par les CPC sont présentées en **texte bleu**.
- Un tiret rouge ("-") indique qu'aucune réponse n'a été fournie.

CPC déclarante: Maldives

Date de soumission: 09 mars 2023 - 14:42

Vous pouvez consulter votre précédent rapport de mise en œuvre pour le CdA 19 en [cliquant ici](#).

Remarque : Toutes les lois, règlements et instructions administratives en vigueur doivent être chargées dans l'exigence 1.5 nommée " Transposition des Mesures de conservation et de gestion de la CTOI dans la législation nationale"

Section 1 – OBLIGATION JURIDIQUE

Alinéas X & XI.2 de l'accord de la CTOI - Obligation juridique – Incorporation des MCGs de la CTOI dans la législation nationale

REQ 1.5
Obligation juridique: Fournir les informations sur le statut de transposition de de toutes les exigences mcg dans la legislation nationale

1 – Toutes les exigences des Mesures de conservation et de gestion de la CTOI sont incorporées dans la législation nationale:

[Oui – Entièrement transposées dans la législation nationale](#) -

2 – Lois, règlements et instructions administratives en vigueur relatifs aux mesures de conservation et de gestion de la CTOI téléchargées :

[Oui 22 janvier 2023 - 13:04](#)

3 – Commentaires/remarques concernant votre soumission et la mise en œuvre des Mesures de conservation et de gestion de la CTOI:

-

Section 2 – Partie A

Actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer les MCG adoptées par la Commission S26

Résolution 22/01

REQ 1.1Aa

Actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer la *Résolution 22/01 Sur le changement climatique en relation avec la Commission des thons de l'océan Indien*, adoptées par la Commission lors de sa vingt-sixième session (S26) :

La Loi des pêches des Maldives garantit que les mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique sont prises en considération lors de l'adoption de politiques, stratégies et législations et réglementations applicables. En outre, le Plan d'action stratégique établit des objectifs pour renforcer la capacité de recherche sur la mer et les pêches du pays. Un projet est en cours à l'appui de l'utilisation d'énergie renouvelable par les navires de pêche, comme l'installation de panneaux solaires sur les navires. Les Maldives mettent également en œuvre un projet d'installation de systèmes d'eau de mer réfrigérée sur 200 navires de pêche afin d'améliorer la qualité des poissons capturés.

Résolution 22/02

REQ 1.1Ab

Actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer la *Résolution 22/02 Sur la mise en place d'un programme pour les transbordements des grands navires de pêche*, adoptées par la Commission lors de sa vingt-sixième session (S26) :

Le transbordement en mer est interdit aux Maldives. Les rapports sur les transbordements entre les navires collecteurs maldiviens et la pêche à la canne pour 2022 ont été téléchargés et envoyés au Secrétariat avec le rapport de mise en œuvre.

REQ 8.1

Informations requises: Transbordements en mer – Rapport des CPCs participant au PRO

- 1 - J'ai participé au programme régional d'observateurs (PRO) de la CTOI pour surveiller les transbordements en mer en 2021: –
- 2 - Les rapports sur la liste des LSTLV et les quantités transbordées en 2021, ainsi que l'évaluation des rapports des observateurs en 2021, ont été communiqués au Secrétariat de la CTOI: – –
- 3 - Si OUI:

- Nombre de LSTLVs qui ont transbordés en mer en 2021: –
- Quantités transbordées en mer (Kg) en 2021: –

- 4 - Cette exigence n'est pas applicable: [Aucun LSTLV sur le registre CTOI des navires autorisés en 2021](#)

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

REQ 8.2

Informations requises: Rapport sur les transbordements dans les ports étrangers

POUR TOUTES LES CPC:

1 - Des LSTVs nationaux ont transbordés dans des ports étrangers en 2022: -

2 - Les rapports sur la liste des LSTV et les quantités transbordées dans des ports étrangers en 2022, ont été fournis au Secrétariat de la CTOI: - -

Rapport NUL: [Aucun LSTV inscrit sur le registre de la CTOI en 2022](#)

3 - Si OUI:

- Nombre de LSTLVs qui ont transbordés dans des ports étrangers en 2022: -
- Quantités transbordées dans des ports étrangers (kg) en 2022: -

4 - Cette exigence n'est pas applicable: [Aucun LSTV inscrit sur le registre de la CTOI en 2022](#)

POUR LES MALDIVES UNIQUEMENT:

1 - Des canneurs et navires collecteurs nationaux ont transbordé en en 2022: [Oui](#)

2 - Les rapports sur liste des canneurs et navires collecteurs & les quantités transbordées 2022, ont été fournis au Secrétariat de la CTOI: [Non Le processus de compilation des données est en cours, le rapport sera soumis avec le rapport de mise en œuvre](#)

Rapport NUL: -

3 - Si OUI:

- Nombre de canneurs et navires collecteurs qui ont transbordé en mer en 2022: -
- Quantités transbordées (kg) in 2022: -
-

4 - Cette exigence n'est pas applicable: -

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

REQ 8.3

Informations requises: liste des navires transporteurs autorisés

1 - Des LSTLV nationaux ont transbordés dans des ports et/ou en mer en 2022: -

2 - Toutes les informations obligatoires ont été fournies au Secrétariat de la CTOI pour tous les navires transporteurs autorisés: - (-)

3 - Informations obligatoires pas entièrement renseignées ou manquantes: -

Raisons pour les informations manquantes: -

4 - En 2022 nous avons autorisé:

- Navires transporteurs sous pavillon national (Nb): 0
- Navires transporteurs battant pavillon d'autres flottes (Nb): 0

5 - Cette exigence n'est pas applicable: [CPC ne transborde pas en mer et/ou au port, dans la zone de compétence de la CTOI en 2022](#)

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

REQ 8.4

Informations requises: Résultats des enquêtes sur les potentielles infractions en 2022 des réglementations CTOI par les LSTLV/navires transporteurs

1 - Les rapports sur les potentielles infractions en 2022 ont été transmis au Secrétariat de la CTOI : **Non** (Ne participe pas au programme régional d'observateurs (PRO) de la CTOI pour surveiller les transbordements en mer. N'a pas de navires LSTLVs inscrits au Registre des navires autorisés.)

2 - Si OUI:

- Nombre d'infractions potentielles ATF: 0
- Nombre d'infractions potentielles VMS: 0
- Nombre d'infractions potentielles livre de pêche: 0
- Nombre d'infractions potentielles marquage LSTLV: 0
- Nombre total d'infractions potentielles en 2022: 0

3 - Cette exigence n'est pas applicable: **Je n'ai pas participé au programme régional d'observateurs (ROP) de la CTOI pour surveiller les transbordements en mer en 2022** • **Aucun LSTLV sur le registre CTOI des navires autorisés en 2022**

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

—

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

—

REQ 8.5

Informations requises: Contribution au PRO

1 - J'ai participé au programme régional d'observateurs (PRO) de la CTOI pour surveiller les transbordements en mer en 2022: —

2 - J'ai payé ma cotisation PRO pour le dernier appel de fonds du PRO: — (-)

3 - Cette exigence n'est pas applicable: **Je ne participe pas au programme régional d'observateurs (PRO) de la CTOI pour surveiller les transbordements en mer**

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

—

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

—

Résolution 22/03**REQ 1.1Ac**

Actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer la *Résolution 22/03 Sur une procédure de gestion pour le patudo dans la zone de compétence de la CTOI*, adoptées par la Commission lors de sa vingt-sixième session (S26) :

Aucune mesure n'a été prise en vertu de cette Résolution.

Résolution 22/04**REQ 1.1Ad**

Actions prises au cours de l'année écoulée, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer la *Résolution 22/04 Sur un mécanisme régional d'observateurs*, adoptées par la Commission lors de sa vingt-sixième session (S26) :

Les Maldives travaillent à l'amélioration de son programme d'observateurs humains pour couvrir 5% des sorties de pêche requises. Le Ministère emploie actuellement 6 gardes des pêches et recrutera du personnel à cette fin.

En raison des difficultés rencontrées pour atteindre cette couverture d'observateurs de 5%, même avec du personnel supplémentaire, les Maldives ont développé une application de déclaration électronique des captures et la phase d'essai a été achevée. Le déploiement complet a été initialement retardé en raison de la pandémie de COVID-19 et de difficultés d'ordre administratif. Actuellement, 13 systèmes de suivi électroniques ont été installés sur des navires de pêche autorisés.

Section 3 – Partie B

Actions prises, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer les MCG adoptées par la Commission lors de ses sessions précédentes qui n'ont pas été mentionnées dans un rapport précédent

REQ 1.1B

1. Mesures prises, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer les mesures de conservation et de gestion adoptées par la Commission lors de ses sessions précédentes et qui n'ont pas été mentionnées dans un rapport précédent:

[Les Maldives déclarent toutes les mesures prises pour mettre en œuvre les MCG chaque année dans le rapport de mise en œuvre.](#)

2. Nous avons pris des mesures, dans le cadre de la législation nationale, pour appliquer les mesures de conservation et de gestion adoptées par la Commission lors de ses sessions précédentes:

[Oui](#)

Section 4 – Partie C

Données et informations requises des CPC à inclure dans le Rapport de mise en œuvre

Résolution 01/03

REQ 7.Xg

Informations requises : Observation concernant des bateaux de Parties, Entités ou Entités de pêche non Contractantes indiquant qu'ils pêchent de façon contraire aux MCG de la CTOI

1. Rapport d'observations de navires de parties non contractantes, d'entités ou d'entités de pêche, indiquant qu'il existe des motifs de croire que ces navires pêchent contrairement aux mesures de conservation ou de gestion de la CTOI

Observation de navires en 2022 :

–
–

NIL report: [Rapport Nul pour 2022 – aucune observation de navire pêchant contrairement aux mesures de conservation ou de gestion de la CTOI dans la zone de compétence](#)

REQ 7.Xh

1. Rapport sur l'inspection au port de navires de Parties, Entités ou Entités de pêche Non Contractantes: –

–

Rapport NUL: [Rapport Nul pour 2022 – aucune inspection de navire de NPC](#)

Résolution 01/06

REQ 10.3

1. Il existe un système de suivi des exportations et réexportations de patudo congelés: [Oui](#)

EXPORTATION:

2. Des patudos congelés furent exportés en 2021

Quantité totale de patudos congelés exportés en 2021 (kg): –

État du pavillon des navires via lesquels les patudos furent exportés: –

RÉ-EXPORTATION:

3. Des patudos congelés furent exportés en 2021

Quantité totale de patudos congelés ré-exportés en 2021 (kg): –

État du pavillon des navires via lesquels les patudos furent ré-exportés: –

4. Cette exigence n'est pas applicable: [CPC n'a pas exporté/réexporté de patudo congelé en 2021](#) • [Aucun grand navire palangrier sur le Registre de la CTOI en 2021](#)

Résolution 07/01

REQ 7.XJ

Informations requises : rapports sur les actions et mesures prises pour enquêter sur les allégations et/ou rapports de la pêche INN impliquant des ressortissants

1 - Rapport sur les actions et mesures prises pour enquêter les allégations et/ou les rapports de pêche INN impliquant des ressortissants: –

2 - Si OUI, informations sur le(s) ressortissant(s) (personnes physiques ou morales): –

3 - Rapport NUL: [Rapport Nul pour 2022 – aucun ressortissant engagé en pêche INN dans la zone de compétence de la CTOI](#)

Résolution 11/02

REQ 2.22

1. Rapport des observations sur les bouées endommagées en 2022 :

–
Rapport Nul - Aucun rapport reçu des navires de pêche sous pavillon en 2022

Résolution 11/04**REQ 9.1**

NE SERA PAS ÉVALUÉ POUR L'ANNÉE 2021 POUR LE COMITÉ D'APPLICATION 20

1. Nous mettons en œuvre le programme régional d'observateurs (ROS) au niveau national pour : **Tous les navires de pêche d'une longueur hors tout de 24 mètres et plus**

2. Le nombre de navires surveillés et la couverture obtenue par type d'engin ont été communiqués au Secrétariat de la CTOI et au Comité scientifique de la CTOI: **Oui - entièrement** Les rapports des sorties de pêche couvertes dans le cadre du mécanisme d'observateurs ont été envoyées par e-mail au Secrétariat le 26 février 2023. La soumission des rapports a été retardée en raison d'une erreur administrative.

Type d'engin de pêche	Nb de navires suivis en 2021:	Couverture en 2021 (%)
Senne tournante	–	–
Palangre	–	–
Filet maillant	–	–
Canneurs	–	–
Ligne à main	–	–

Pour les types d'engins additionnels : Type d'engin de pêche, Nb de navires contrôlés en 2021, Couverture en 2021(%)

–

3. L'exigence n'est pas applicable: –

Résolution 12/04**REQ 6.9**

1. Rappporter les progrès de la mise en œuvre de la Résolution 12/04: **Oui - le rapport est joint dans la section CHARGEMENT**

2. Si NON, sur quelles exigences de le résolution 12/04 avez-vous rapporté:

Recueillir (par le biais de journaux de bord et de programmes d'observateurs) et fournir au Comité scientifique toutes les données sur les interactions de leurs navires avec les tortues marines. Fournir des informations au Comité scientifique sur les mesures d'atténuation réussies et les autres impacts sur les tortues marines (tels que la détérioration des sites de nidification et l'ingestion de débris marins).

Oui Il existe un système permettant de déclarer les informations sur les interactions avec les tortues à travers la déclaration des carnets de pêche. Ces informations sont déclarées en tant qu'informations sur les prises accessoires soumises avec les statistiques sur les pêches.

Exiger que les pêcheurs ramènent à bord, si possible, toute tortue à carapace dure capturée qui est comateuse ou inactive dès que possible et favorisent sa récupération, y compris en aidant à sa réanimation, avant de la remettre à l'eau en toute sécurité. Veiller à ce que les pêcheurs connaissent et utilisent les techniques d'atténuation et de manipulation appropriées et gardent à bord tout l'équipement nécessaire pour la libération des tortues.

Oui Il est interdit, aux Maldives, de capturer et blesser les tortues et les pêcheurs sont tenus de remettre immédiatement à l'eau toute capture accidentelle en vertu des conditions de la licence. Ces informations sont relayées aux pêcheurs par des programmes d'informations et un guide sur les tortues est distribué aux navires de pêche pour informer les pêcheurs des meilleures pratiques. La capture accessoire de tortues n'a jamais été enregistrée dans les pêcheries de canneurs et de ligne à main et a donc été évaluée comme posant un faible risque à des fins de gestion.

Pour filets maillants

Exiger que le navire enregistre tous les incidents impliquant des tortues marines dans les journaux de bord et signale les incidents aux autorités de la CPC.

Non Non applicable car la pêche au filet maillant est interdite par la loi aux Maldives.

Pour les palangriers

(a) Veiller à ce que les palangriers transportent des coupe-lignes et des hameçons pour faciliter la manipulation et la libération des tortues marines capturées ou empêtrées

Veiller à ce que les opérateurs de ces navires soient tenus de transporter et d'utiliser des épuisettes

(b) Encourager l'utilisation de poissons entiers comme appâts ;

(c) Exiger que le navire enregistre tous les incidents impliquant des tortues marines dans les journaux de bord et signale les incidents aux autorités de la CPC.

Oui

Les exigences relatives au transport et à l'utilisation de dégorgeoirs, de coupe-lignes, d'épuisettes et le processus de remise à l'eau adéquate des tortues et d'autres mammifères marins qui pourraient être capturés par la pêcherie palangrière sont clairement indiqués dans le Plan de gestion des pêches de thons et les règlements qui en découlent. Le Plan de gestion indique aussi d'autres mesures d'atténuation des prises accessoires et encourage les navires de pêche à utiliser des poissons entiers comme appâts pour réduire les prises accessoires de tortues.

*Les carnets de pêche de la palangre permettent également de déclarer les prises accessoires de tortues ou les interactions avec celles-ci, aux normes de la CTOI, et sont soumis chaque année à la CTOI.

*Les Maldives ont suspendu l'octroi de licences aux palangriers depuis 2019.

Pour les senneurs :

(a) Assurez-vous que les navires :

(i) Éviter l'encerclement des tortues marines, si une tortue marine est encerclée/emmêlée, prendre des mesures pour libérer la tortue en toute sécurité.

(ii) Relâcher toutes les tortues marines observées empêtrées dans des dispositifs de concentration de poissons (DCP) ou des engins de pêche.

(iii) Si une tortue marine est empêtrée dans le filet, arrêter le roulement du filet dès que la tortue sort de l'eau ; démêler la tortue sans la blesser avant de reprendre le rouleau de filet ; et aider à la récupération de la tortue avant de la remettre à l'eau.

(iv) Porter et utiliser des épuisettes pour manipuler les tortues

(b) Encourager les navires à adopter des conceptions de DCP qui réduisent l'incidence de l'enchevêtrement des tortues ;

(c) Exiger que le navire enregistre les incidents impliquant des tortues marines dans les journaux de bord et signale les incidents aux autorités de la CPC.

Non Non applicable car la pêche à la senne est interdite par la loi aux Maldives.

Les CPC doivent entreprendre des essais de recherche sur les hameçons circulaires, l'utilisation de poissons entiers comme appâts, les conceptions alternatives de DCP, les techniques de manipulation alternatives, la conception des filets maillants et les pratiques de pêche et d'autres méthodes d'atténuation susceptibles d'améliorer l'atténuation des effets néfastes sur les tortues.

Oui Les DCP ancrés utilisés aux Maldives ne sont pas maillants avec seulement un ensemble de flotteurs-bouées et une fixation horizontale du filet au-dessous.

Les CPC continuent d'entreprendre des activités de recherche et de développement pour améliorer l'atténuation des effets néfastes sur les tortues marines et fournissent les résultats de la recherche au Comité scientifique.

Oui Aucun projet de recherche sur les tortues n'a été mené en 2022.

Collaborer avec l'IOSEA et prendre en compte le MoU IOSEA

Oui Signataire du MoU de l'IOSEA depuis avril 2010.

3. Cette exigence n'est pas applicable en 2022

Résolution 12/06

REQ 6.14

1. L'obligation pour tous les palangriers d'utiliser au moins deux des trois mesures d'atténuation: – –
2. Cette exigence n'est pas applicable: [Aucun palangrier sur le registre CTOI des navires autorisés ou actif](#)

Obligation juridique:

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

Text of the laws, regulations and administrative instructions in force related to this requirement:

–

Résolution 13/05**REQ 6.16**

1. Des cétacés ont été encerclés par des senneurs comme rapportées par les navires nationaux en 2022 : –
2. Déclarations de cas d'encerclement: –
3. Cette exigence n'est pas applicable: [Pas applicable– en 2022, aucun navire de pêche à la senne coulissante n'opérait dans la zone de compétence de la CTOI](#)

Résolution 13/04**REQ 6.18**

1. Des requins-baleines ont été encerclés par des senneurs comme rapportées par les navires nationaux en 2022 : –
2. Déclarations de cas d'encerclement:

–

Nombre d'instances d'encerclement en 2022 : –

3. Cette exigence n'est pas applicable: [N'est pas applicable– en 2022, aucun navire de pêche à la senne coulissante n'opérait dans la zone de compétence de la CTOI](#)

Résolution 14/05**REQ 3.10**

Informations requises : Informations sur les accords d'accès

1 - Il existe un système pour signer des accords de pêche Gouvernement – Gouvernement pour les navires étrangers opérant dans vos eaux nationales: –

2 - Des navires étrangers sont attributaires de licences en 2022 sous un accord de pêche Gouvernement – Gouvernement: –

3 - Des accords de CPC à CPC en 2022 existent et les informations sur les accords ont été transmises au Secrétariat de la CTOI:

– –

4 - Si non, informations au sujet de ces accords: – –

5 - Toutes les informations obligatoires ont été fournies au Secrétariat de la CTOI pour tous les accords d'accès CPC/CPC: – –

–

- Le stock ou l'espèce dont la récolte est autorisée, y compris toute limite de capture applicable: –
- Le quota ou la limite de capture de la CPC auquel la prise sera appliquée, le cas échéant: –
- Mesures de suivi, de contrôle et de surveillance requises par la CPC du pavillon et la CPC côtière concernées: –
- Les obligations de communication de données stipulées dans l'accord, y compris celles entre les parties concernées, ainsi que celles concernant les informations qui doivent être fournies à la Commission: –

6 - Informations obligatoires ne sont pas entièrement renseignées ou manquantes: – –

Résolution 16/05

REQ 7.Xf

1. Signalement des navires sans nationalité susceptibles de pêcher en haute mer dans la zone de compétence de la CTOI: [Rapport Nul pour 2022 – aucune observation de navire sans nationalité](#)

Informations sur les navires observés:

-

Résolution 16/08**REQ 2.14X**

1. Signalement d'occurrences d'opérations de pêche réalisées avec l'aide d'un aéronef ou d'un véhicule aérien sans pilote dans la zone de compétence de la CTOI: [Rapport Nul pour 2022 – aucune occurrence d'opération de navire de pêche réalisée avec l'aide d'un aéronef ou d'un véhicule aérien.](#)

Pour chaque occurrence: date, le nom et les identifiants du navire ainsi que les actions prises:

-

Résolution 17/07

Objection reçue du Pakistan : ne s'applique pas au Pakistan

REQ 2.8

Interdiction: d'utiliser de grands filets dérivants dans toute la zone de compétence de la CTOI

1 - L'utilisation des grands filets dérivants est interdite dans la zone de compétence de la CTOI (haute mer et ZEE): [Est interdite par la législation nationale \(1986\)](#)

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

[Loi des pêches des Maldives](#)

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

[Article 27 - Types de pêche interdits dans les zones maritimes des Maldives](#)

[Les types de pêche suivants sont interdits dans les zones maritimes des Maldives.](#)

(a) Pêche à la senne

(b) Pêche au filet maillant

(c) Pêche au filet de chalut

(d) Pêche à l'aide de filet à l'exception de la pêche à la canne et de la pêche à des fins de consommation personnelle

Objection reçue du Pakistan : ne s'applique pas au Pakistan

REQ 2.9

Informations requises: Rapport sur les actions SCS liées à la pêche au grand filet dérivant

1. Les actions de suivi, de contrôle et de surveillance s'appliquent aux:

[Navires du pavillon • Navires étrangers](#)

2. Les actions de suivi, de contrôle et de surveillance sont :

[Contrôle des navires du pavillon lors de la délivrance des licences • Inspection en mer \(ZEE\) des navires étrangers • Inspection en mer \(ZEE\) des navires du pavillon • Inspection au port des navires du pavillon • Inspection au port des navires étrangers • Contrôle/interdiction de l'importation à grande échelle de filets dérivants • Contrôle/interdiction de la vente à grande échelle de filets dérivants](#)

Actions SCS supplémentaires en place:

[Les Maldives n'ont jamais eu de pêcheries de filet dérivant et l'utilisation de filet pour la pêche de thon est interdite en vertu de la Loi des pêches des Maldives. En outre, les Maldives ne délivrent pas de licence de pêche aux navires de pêche étrangers. Les navires de pêche étrangers faisant escale dans les ports des Maldives font l'objet d'inspection en vertu de la réglementation relative au PSMA.](#)

Résolution 18/07**REQ 2.21**

1. Il existe un système de collecte des données sur les pêches: [Oui](#)

2. Données/statistiques obligatoires déclarées: Oui**3. Action(s) pour améliorer la collecte de données qui facilitent les améliorations de la conformité en termes d'obligations de déclaration obligatoires de la CTOI:****a. Développement ou améliorations dans la mise en place des journaux de bord: Oui**

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

Les Maldives ont pris des mesures visant à mettre en place le carnet de pêche dans la flottille de pêche thonière en renforçant l'application aux centres de débarquement. Les centres de débarquement sont désormais tenus de collecter la fiche de marée avant le processus de débarquement. Les navires ne peuvent pas débarquer la capture avant que la fiche de marée ne soit soumise. Cela a considérablement accru la couverture des carnets de pêche ces deux dernières années. Les Maldives travaillent au déploiement total des systèmes de carnets de pêche électroniques. Les données collectées seront intégrées dans le Système d'information des pêches.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: –

b. Échantillonnage au port ou enquêtes halieutiques: Oui

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): L'échantillonnage au port a été mis en œuvre sur les principaux sites de débarquement.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: –

c. Mécanisme national d'observateurs: Oui

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Certaines sorties de pêche ont été observées par un observateur à bord dans le cadre du Programme national d'observateurs

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: –

d. Registre national des navires: Oui

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Tous les navires de mer, y compris les navires de pêche, sont tenus de s'enregistrer auprès du Ministère des transports en vertu de la loi. Cette immatriculation fait parties des conditions préalables obligatoires pour la délivrance d'une licence de pêche.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: –

e. Capture électronique des données, VMS ou surveillance électronique embarquée: Oui

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Une application de déclaration électronique des captures a été élaborée et la phase expérimentale a été achevée. Le déploiement total a été retardé en raison de difficultés d'ordre administratif. Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: –

4. Action(s) pour améliorer les système de traitement et de déclaration des données qui facilitent la soumission des données au Secrétariat de la CTOI:**a. Développement de bases de données halieutiques: Oui**

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

Les données sur les licences de pêche, les registres des carnets de pêche et sur tous les débarquements commerciaux et exportations sont enregistrées électroniquement et tenues à jour dans la base de données du Système d'information des pêches. La base de données est développée sous forme de logiciel web, ce qui permet aux infrastructures de débarquement et de transformation de soumettre leurs données sur les pêches exigibles directement par le biais de ce système. Le logiciel est développé pour fournir un niveau d'accès différent en termes de rôle dans la gestion des pêches et le cadre de SCS. Ainsi, cela permet aux responsables compétents du Ministère et des autres agences pertinentes de générer des rapports, de vérifier par recoupement et de valider les informations plus efficacement et en temps opportun. L'application développée pour la déclaration des carnets de pêche de la pêche à la canne et à la ligne à main est également intégrée dans la base de données. Pour respecter les obligations de déclaration, notamment la déclaration en temps opportune des données de prise et d'effort au titre des Résolutions CTOI 15/01 et 15/02, les Maldives mettent en œuvre constamment les développements et améliorations nécessaires dans la Base de données d'information des pêches.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: –

b. Développement de systèmes de diffusion de données: Oui

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

Les pays important des poissons depuis les Maldives peuvent consulter la documentation des captures émise à travers le Système d'information des pêches par le portail des exportateurs du FIS. Un portail en ligne a été mis en place pour la déclaration électronique des données. Ce portail sera développé plus avant afin de partager les informations requises pour les pêcheurs, les transformateurs et les autres agences concernées en temps opportun.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: –

c. Enquêtes-cadre: Non

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): Tous les navires participant à la pêche commerciale de thons sont tenus d'obtenir une licence de pêche. Le processus d'octroi de licences actuellement mis en place enregistre les informations sur le navire, les engins et d'autres informations y afférentes. De plus, les carnets de pêche obligatoires enregistrent également des détails sur la pêche.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: –

d. Cohérence des données avec d'autres jeux de données halieutiques: Non

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): –

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: –

e. Développement de routines automatisées pour traiter et extraire les données soumises à la CTOI: Oui

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

Les Maldives disposent d'un système d'octroi de licence électronique intégral qui peut être intégré dans la base de données de la CTOI.

L'automatisation de la collecte des données sur les pêches nécessite le déploiement total des carnets de pêche électroniques. Lorsque le déploiement total sera achevé, l'objectif est de rendre obligatoire le carnet de pêche électronique. Cela permettrait d'éliminer l'enregistrement manuel des données des carnets de pêche sur support papier et permettrait de recevoir les données de captures des carnets de pêche quasiment en temps réel. Le logiciel de surveillance du SSN est conçu pour enregistrer et déclarer les données électroniquement à travers une API pour toute base de données autorisée.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: –

f. Mesures pour minimiser les erreurs de saisie de données: Oui

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

Grâce à la mise en œuvre de la déclaration électronique, des règles de validation spécifiques sont définies pour éliminer les erreurs de déclaration. Ceci est un processus en cours pour étudier plus avant les domaines potentiels à améliorer et réduire notamment les problèmes de déclaration des données. Différents niveaux d'étapes de vérifications sont déployés dans le système pour les licences des navires, le débarquement de poissons et la saisie des données dans les carnets de pêche afin de vérifier par recoupement les données saisies dans le Système d'information des pêches.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: –

5. Action(s) pour améliorer la qualité et l'exactitude des données soumises au Secrétariat de la CTOI :

a. Mesures pour améliorer la validation des données: Oui

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières):

Toutes les données relatives aux pêcheries thonières, y compris les données sur les licences de pêche, les carnets de pêche, les débarquements et l'échantillonnage, sont consignées électroniquement dans le Système d'informations des pêches. Le déploiement total de la déclaration électronique des carnets de pêche permettra la vérification automatique des données à travers des correctifs de données. Cela améliorera dans une large mesure la qualité et l'exactitude des données et facilitera aussi le processus de validation. De surcroît, le système de SSN et d'observateur électronique permettra aussi de valider les données provenant de différentes sources.

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles:

Toutes les données relatives aux pêcheries thonières, y compris les données sur les licences de pêche, les carnets de pêche, les débarquements et l'échantillonnage, sont consignées électroniquement dans le Système d'informations des pêches. Le déploiement total de la déclaration électronique des carnets de pêche permettra la vérification automatique des données à travers des correctifs de données. Cela améliorera dans une large mesure la qualité et l'exactitude des données et facilitera aussi le processus de validation. De surcroît, le système de SSN et d'observateur électronique permettra aussi de valider les données provenant de différentes sources.

b. Améliorations de la couverture d'échantillonnage: –

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): –

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: –

c. Enquêtes-cadre: –

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): –

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: –

d. Cohérence des données avec d'autres jeux de données halieutiques: –

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): –

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: –

e. Comparabilité des données des années précédentes: –

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI artisanales (côtières): –

Mesures prises et les progrès de la mise en œuvre pour pêcheries CTOI industrielles: –

6. Cette exigence n'est pas applicable en 2022 : –

Résolution 18/03

REQ 7.Xa

1. Signalement d'activités illégales de navires en 2022 / 2023 : A-Détail du navire, B-Détails des éléments de résolution de la CTOI enfreints, C-Documents associés et D-Action recommandée: –

Si oui, les formulaires INN et les détails pertinents, y compris la date, le lieu, la source d'information ont été chargés: **Oui**

2. Si oui, résumé des activités illégales des navires telles que signalées dans les formulaires INN, avec les informations suivantes pour chacune:

- Nom du navire
- Pavillon du navire
- IRCS
- Numéro OMI
- Actions recommandées (voir ci-dessous)

Recommended Actions:

A Notification au Secrétariat de la CTOI uniquement. Aucune autre action n'est recommandée

B Notification d'activité illégale au Secrétariat de la CTOI. Recommander la notification d'activité à l'État du pavillon.

C Recommandé pour inclusion sur la liste INN de la CTOI

3. Rapport nul pour 2022 / 2023: [Aucune activité illégale de navire a déclaré dans la zone de la CTOI et en relation aux espèces couvertes par l'accord CTOI ou aux mesures de gestion et conservation de la CTOI](#)

REQ 7.Xb

1. Déclaration de commentaires et informations de l'Etat du pavillon pour des navires inclus sur la proposition de liste INN: [Non](#)

Si oui, les formulaires INN et les détails pertinents, y compris la date, le lieu, la source d'information ont été chargés: [Non](#)

2. Si OUI, résumé des activités illégales des navires comme reporté dans la proposition de liste INN, avec les informations suivantes pour chacune :

- Nom du navire
- Pavillon du navire
- IRCS
- Numéro OMI

3. Les informations fournies montrent que les navires du pavillon listés sur la proposition de navires INN ont:

4. Rapport nul: [Aucun navire du pavillon sur la liste provisoire INN](#)

REQ 7.Xc

1. Déclaration d'informations additionnelles sur des navires inclus dans la proposition de liste INN: [Non](#)

Formulaires INN fournis: [Non](#)

2. Navires inclus dans la proposition de liste INN pour lesquels les informations sont fournies:

- Nom du navire
- Pavillon du navire
- IRCS
- Numéro OMI

3. Les informations fournies montrent que les navires listés sur la proposition de navires INN ont:

4. Rapport nul: [Aucune information sur des navires de la Proposition de Liste INN](#)

REQ 7.Xd

1. Fourniture d'informations sur le navire battant son pavillon sur la Liste des navires INN de la CTOI dans le but de retirer le navire de la liste: [Non](#)

Informations fournies: [Non](#)

2. Navires inclus dans la liste INN pour lesquels les informations sont fournies:

- Numéro du navire dans la liste des navies INN de la CTOI (1)
- Nom du navire
- Pavillon du navire
- IRCS
- Numéro OMI

3. Les informations fournies par l'Etat du pavillon du navire sur la liste des navires INN de la CTOI démontrent:

REQ 7.Xe

1. Déclaration d'informations additionnelles sur des navires inclus dans la proposition de liste INN: [Non](#)

Informations fournies: [Non](#)

2. Navires inclus dans la proposition de liste INN pour lesquels les informations sont fournies:

- Nom du navire
- Pavillon du navire
- IRCS
- Numéro OMI

3. Les informations fournies montrent que les navires listés sur la proposition de navires INN ont:

4. Rapport nul: [Aucune information sur des navires de la Proposition de Liste INN](#)

Résolution 19/02

REQ 2.11

1. Le plan de gestion des DCP ont été mis en œuvre et soumis pour les années suivantes : –

Informations additionnelles: –

2. Déclaration du plan de gestion des DCP pour 2023: –

3. Le plan de gestion des DCP 2023 a été préparé selon les Directives (Annexe I ou II): –

4. Pas applicable: [Pour 2023, aucun senneur/navire de ravitaillement pêchant sur des dispositifs de concentration de poissons dérivants](#)

REQ 2.12

1. Le plan de gestion des DCP ont été mis en œuvre et soumis pour les années suivantes : –

Informations additionnelles: –

2. Déclaration du rapport d'avancement de la mise en œuvre du plan de gestion des DCP: –

3. Pas applicable: [En 2022, aucun senneur/navire de ravitaillement pêchant sur des dispositifs de concentration de poissons dérivants](#)

Résolution 19/04

REQ 2.28

1. Paragraphe 11.a):

En mesure de remplir, en ce qui concerne ces bateaux, les exigences et responsabilités prévues par l'Accord portant création de la CTOI et ses mesures de conservation et de gestion:

Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants : Actions et mesures, Actions punitives, Sanctions:

[Les MCG de la CTOI sont mises en œuvre à travers les législations nationales. Le cadre réglementaire actuel permet de mettre en œuvre toutes les MCG actuelles de la CTOI et d'apporter toute modification requise par l'entrée en vigueur de futures mesures. Le Plan d'action stratégique actuel du Gouvernement comporte des activités spécifiques pour mettre en œuvre le plan national de Suivi, Application et Surveillance pour la pêche et les activités de pêche. Il comprend un calendrier pour des inspections aléatoires et des contrôles de routine réalisés par les chargés de l'application ainsi que des activités de surveillance effectuées en coordination avec les garde-côtes des Maldives pour s'assurer que les navires de pêche autorisés respectent les Mesures de Conservation et de Gestion de la CTOI. Les Maldives ont élaboré un PAN-INN en 2019. En vertu de celui-ci, les Maldives doivent mettre en œuvre toutes les mesures applicables adoptées dans le cadre des Résolutions de la CTOI relatives à l'élimination de la pêche INN. Le Règlement sur les pêches de thons \(2022/R-139\) comporte un chapitre sur l'octroi des licences des navires. Les licences de pêche ne sont pas délivrées aux navires qui ne remplissent pas les exigences des conditions d'octroi de licence. Le règlement inclut aussi les pénalités indiquées si ces exigences ne sont pas remplies par le navire.](#)

2. Paragraphe 11.b):

S'assurer que leurs AFV appliquent toutes les mesures appropriées de conservation et de gestion de la CTOI: [J'ai procédé à un examen des actions et mesures internes, des actions punitives et des sanctions pour le paragraphe 11.b\):](#)

Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants : Actions et mesures, Actions punitives, Sanctions:

[Les MCG de la CTOI sont mises en œuvre à travers les législations nationales. Le cadre réglementaire actuel permet de mettre en œuvre toutes les MCG actuelles de la CTOI et d'apporter toute modification requise par l'entrée en vigueur de futures mesures. Le Plan d'action stratégique actuel du Gouvernement comporte des activités spécifiques pour mettre en œuvre le plan national de Suivi, Application et Surveillance pour la pêche et les activités de pêche. Il comprend un calendrier pour des inspections aléatoires et des contrôles de routine réalisés par les chargés de l'application ainsi que des activités de surveillance effectuées en coordination avec les garde-côtes des Maldives pour s'assurer que les navires de pêche autorisés respectent les Mesures de Conservation et de Gestion de la CTOI.](#)

Les Maldives ont élaboré un PAN-INN en 2019. En vertu de celui-ci, les Maldives doivent mettre en œuvre toutes les mesures applicables adoptées dans le cadre des Résolutions de la CTOI relatives à l'élimination de la pêche INN. Le Règlement sur les pêches de thons (2022/R-139) comporte un chapitre sur l'octroi des licences des navires. Les licences de pêche ne sont pas délivrées aux navires qui ne remplissent pas les exigences des conditions d'octroi de licence. Le règlement inclut aussi les pénalités indiquées si ces exigences ne sont pas remplies par le navire.

3. Paragraphe 11.c):

S'assurer que leurs AFV figurant sur le registre de la CTOI conservent à bord les certificats d'immatriculation valides ainsi que l'autorisation valide de pêcher et/ou de transborder: [J'ai procédé à un examen des actions et mesures internes, des actions punitives et des sanctions pour le paragraphe 11.c\):](#)

Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants : Actions et mesures, Actions punitives, Sanctions:

Le Règlement sur les pêches de thons (2022/R-139) comporte un chapitre sur l'octroi des licences des navires. Les navires sont tenus de conserver un exemplaire de la licence de pêche à bord. Le règlement inclut aussi les pénalités indiquées si ces exigences ne sont pas remplies par le navire. Le Plan d'action stratégique actuel comporte des activités spécifiques pour mettre en œuvre le plan national de Suivi, Application et Surveillance pour la pêche et les activités de pêche. Conformément à ce plan, les chargés d'application réalisent des inspections aléatoires et des contrôles de routine pour s'assurer que les AFV respectent les mesures de conservation et de gestion de la CTOI ainsi que les autres réglementations nationales applicables. Le transbordement en mer est interdit aux Maldives.

4. Paragraphe 11.d):

Garantir que leurs AFV figurant sur le registre de la CTOI n'ont aucun antécédent d'activités de pêche INN ou que leurs AFV ne prennent part ni ne sont associés à des activités de pêche INN: [J'ai procédé à un examen des actions et mesures internes, des actions punitives et des sanctions pour le paragraphe 11.c\):](#)

Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants : Actions et mesures, Actions punitives, Sanctions:

Le Règlement sur les pêches de thons (2022/R-139) comporte un chapitre sur l'octroi des licences des navires. Les navires sont tenus de conserver un exemplaire de la licence de pêche à bord. Le règlement inclut aussi les pénalités indiquées si ces exigences ne sont pas remplies par le navire. Le Plan d'action stratégique actuel comporte des activités spécifiques pour mettre en œuvre le plan national de Suivi, Application et Surveillance pour la pêche et les activités de pêche. Conformément à ce plan, les chargés d'application réalisent des inspections aléatoires et des contrôles de routine pour s'assurer que les AFV respectent les mesures de conservation et de gestion de la CTOI ainsi que les autres réglementations nationales applicables. Le transbordement en mer est interdit aux Maldives.

5. Paragraphe 11.e):

S'assurer dans le cadre de la législation nationale, que les armateurs et opérateurs de leurs AFV figurant sur le registre de la CTOI ne prennent part ni ne sont associés à des activités de pêche aux thons menées par des navires ne figurant pas sur le registre de la CTOI dans la zone de compétence de la CTOI: [J'ai procédé à un examen des actions et mesures internes, des actions punitives et des sanctions pour le paragraphe 11.e\):](#)

Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants : Actions et mesures, Actions punitives, Sanctions:

Conformément à la réglementation d'octroi des licences, les navires sont tenus de disposer d'une autorisation ou d'une licence de pêche pour participer à toute forme de pêche commerciale. Les Maldives transmettent régulièrement les actualisations concernant les AFV au Secrétariat de la CTOI, toutes les semaines. Conformément à la réglementation d'octroi des licences, les centres de débarquement de poissons et les infrastructures de transformation sont également tenus d'obtenir une licence pour opérer. Ces centres de débarquement sont, en outre, tenus d'enregistrer et de déclarer les débarquements de poissons quotidiens à travers le Système d'information des pêches. Le débarquement dans ces centres de transformation de poissons n'est autorisé que pour les navires autorisés.

6. Paragraphe 11.f):

S'assurer dans le cadre de la législation nationale, que les armateurs des AFV figurant sur le registre de la CTOI sont des ressortissants ou des entités juridiques des CPC du pavillon afin que toute mesure punitive ou de contrôle puisse être effectivement prise à leur rencontre: –

Si un tel examen a été réalisé, liste des mesures avec, pour chacune, les détails suivants : Actions et mesures, Actions punitives, Sanctions:

Tous les navires de mer locaux, y compris les navires de pêche, peuvent être opérés aux Maldives après avoir été immatriculés en vertu de la Réglementation des transports sur l'immatriculation des navires. Conformément à la réglementation d'octroi des licences, tous les navires sollicitant une licence de pêche sont tenus d'avoir une immatriculation locale, et les demandeurs de l'immatriculation doivent être des ressortissants des Maldives ou une entité juridique 100% maldivienne. La Réglementation sur l'immatriculation des navires de mer comporte des dispositions visant à vérifier les caractéristiques, l'origine, les antécédents et le(s) propriétaire(s) du navire. L'autorité des transports des Maldives transmet régulièrement les informations sur l'immatriculation des navires au Ministère des pêches pour pouvoir valider les informations présentées avec la demande d'attribution de la licence de pêche. De plus, la Loi des pêches des Maldives, récemment adoptée, stipule également qu'une licence de pêche ne peut pas être délivrée à un navire de pêche sous pavillon étranger en vue de pêcher aux Maldives.

7. Rapport NUL: –

8. Pas applicable: –

1. Rapport d'information factuelle montrant qu'il existe de fortes raisons de soupçonner que des navires ne figurant pas sur le registre de la CTOI s'adonnent à la pêche et/ou au transbordement de thons et d'espèces apparentées dans la zone de compétence de la CTOI: –

Informations additionnelles: –

2. Rapport nul: [Rapport Nul pour 2022 – aucune information factuelle](#)

Résolution 21/01

REQ 2.15

Objection reçue de l'Inde, de l'Indonésie, de la République islamique d'Iran, de Madagascar, d'Oman et de la Somalie : ne s'applique pas à ces CPC.

La résolution 19/01 reste contraignante pour l'Indonésie, la République islamique d'Iran, Madagascar, Oman et la Somalie. La résolution 18/01 reste contraignante pour l'Inde.

1. La CPC est assujettie à réductions de captures d'albacore en 2021, dues à un excédent de captures en 2020 : **Non**

Si Oui, captures et excédents de captures de YFT en 2020:

– / –

2. Mes captures d'albacore en 2021 ont été réduites du pourcentage suivant: –

3. Si la CPC fait l'objet d'une réduction des captures en raison d'une sur capture, expliquer les mesures correctives prises pour respecter les niveaux de capture prescrits: –

4. Fournissez toute information supplémentaire ci-dessous : –

5. Cette exigence n'est pas applicable: [La CPC n'est pas soumise aux réductions des prises d'albacore en 2021 en raison de l'absence de sur-capture en 2020](#)

REQ 2.16

Objections reçues :

- Non applicable à l'Inde: la résolution 18/01 reste contraignante.
- Non applicable à l'Indonésie, la République islamique d'Iran, Madagascar, Oman et la Somalie: la résolution 19/01 reste contraignante.

1. La CPC est assujettie à réductions de captures d'albacore en 2022: **Oui**

Si Oui, excédents de captures: [Les Maldives n'ont pas dépassé le quota d'albacore pour 2022.](#)

2. Le rapport sur les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore a déjà été envoyé au secrétariat de la CTOI : **Oui**

Si non, rapport chargé: **Non**

3. Les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore implémentées au niveau national sont: [Réduction de l'effort de pêche](#)

Méthodes additionnelles:

a) Appliquer une interdiction temporaire des subventions directes et indirectes qui pourraient contribuer à l'augmentation de la capacité de pêche dans la pêcherie de ligne à main et à la canne.

b) Encourager et inciter les canneurs à pêcher sur bancs libres car les recherches ont montré que les captures de listao sur bancs libres réduisaient les captures accidentelles d'albacore.

c) Les captures d'albacore ont été également régulièrement suivies par le Ministère à travers le Système d'information des pêches (FIS – Keyolhu), récemment mis en œuvre, afin de s'assurer que les captures s'inscrivent dans les limites et de mettre en place des mesures rectificatives si les prévisions indiquent un dépassement des limites

4. Informations additionnelles: –

5. Cette exigence n'est pas applicable: –

REQ 2.18

Objections reçues :

- Non applicable à l'Inde: la résolution 18/01 reste contraignante.
- Non applicable à l'Indonésie, la République islamique d'Iran, Madagascar, Oman et la Somalie: la résolution 19/01 reste contraignante.

1. La CPC a des navires PS/SP sur le Registre des navires autorisés: –

2. Le plan de réduction de l'utilisation des navires auxiliaires a été soumis pour: –

Le plan a été chargé: **Non**

3. Cette exigence n'est pas applicable: [La CPC n'a aucun navire sennear \(PS\) et aucun navire ravitailleur \(SP\) dans le Registre des navires autorisés de la CTOI](#)

REQ 2.20

1. J'ai déclaré des captures au filet maillant en 2022, j'ai des navires de pêche au filet maillant sur le registre des navires autorisés, la flotte de filet maillant été active dans la zone de compétence de la CTOI: -
2. Niveau de mise en œuvre du paragraphe 21 - Suppression progressive ou conversion des navires de pêche au filet maillant à d'autres engins : -
3. Niveau de mise en œuvre du paragraphe 22 - Filets maillants installés à 2 m de profondeur dans les pêcheries au filet maillant: -
4. Rapporter le niveau de mise en œuvre du paragraphe 23 - Augmenter de 10 % la couverture des observateurs ou l'échantillonnage sur le terrain à bord des navires de pêche au filet maillant en utilisant d'autres méthodes de collecte de données (électroniques ou humaines): -
5. Cette exigence n'est pas applicable: [Aucun navire de pêche au filet maillant dans le Registre CTOI des navires autorisés](#)

Lettre de commentaires sur les questions de conformité**REQ 1.4**

1. La réponse à la Lettre de commentaires sur les questions de conformité (du CdA 2022) a été soumise au Secrétariat de la CTOI: [Oui](#)
Date de soumission: [13 Septembre 2022](#)
2. Pas applicable: -

Section 5 – Part D - Exigence de déclaration de données et informations pour les CPC qui ont fait objection à des Résolutions

Objection reçue du Pakistan sur la Résolution 17/07 :

- La résolution 12/12 reste contraignante pour le Pakistan

Objection reçue de l'Inde, de l'Indonésie, de la République islamique d'Iran, de Madagascar, d'Oman et de la Somalie sur la résolution 21/01 :

- La résolution 19/01 reste contraignante pour l'Indonésie, la République islamique d'Iran, Madagascar, Oman et la Somalie.
- La résolution 18/01 reste contraignante pour l'Inde

Objection reçue de l'Inde sur la résolution 19/01 :

- La résolution 18/01 reste contraignante pour l'Inde

Résolution 12/12 (contraignante pour le Pakistan)

REQ 2.80bj1707

SEULEMENT APPLICABLE AU PAKISTAN

1. Actions prises pour appliquer les mesures de conservation et de gestion de la "Résolution 12/12 Interdisant l'utilisation des grands filets maillants dérivants en haute mer dans la zone de compétence de la CTOI", adoptées par la Commission: -
 2. L'utilisation de filets dérivants à grande échelle est interdite en haute mer dans la zone de compétence de la CTOI: -
- Si interdite, date ; si pas interdite, raisons: -

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence: -

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence: -

-

REQ 2.90bj1707

SEULEMENT APPLICABLE AU PAKISTAN

1. Les actions de suivi, de contrôle et de surveillance s'appliquent: -
 2. Les actions de suivi, de contrôle et de surveillance sont : -
- Actions SCS supplémentaires en place : -

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence: -

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence: -

Résolution 18/01 (contraignante pour l'Inde)

REQ 2.160bj1901

SEULEMENT APPLICABLE SUR L'INDE

1. Actions prises pour appliquer les mesures de conservation et de gestion, de la Résolution 18/01 Sur un plan intérimaire pour la reconstitution du stock d'albacore de l'océan Indien dans la zone de compétence de la CTOI, adoptées par la Commission: -
 2. La CPC est soumise à des réductions des prises d'albacore: -
- Si Oui, excédents de captures de YFT: -
3. Le rapport sur les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore a déjà été envoyé au secrétariat de la CTOI : -
 4. Les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore implémentées au niveau national sont: -
- Méthodes mises en œuvre et non listées ci-dessus: -
5. Informations additionnelles: -

6. Cette exigence n'est pas applicable: –

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

REQ 2.180bj1901

SEULEMENT APPLICABLE SUR L'INDE

1. La CPC a des navires PS/SP sur le Registre des navires autorisés: –
2. Le plan de réduction de l'utilisation des navires auxiliaires a été soumis pour: –
3. Cette exigence n'est pas applicable: –

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

REQ 2.190bj1901

APPLICABLE UNIQUEMENT À L'INDE

- 1 - La CPC est soumise à des réductions des prises d'albacore: –
- 2 - Les captures d'albacore en 2021 déclarées au Secrétariat de la CTOI et la réduction étaient de:

Engin de pêche	Année de référence	Prises de YFT l'année de référence	Prises YFT en 2021 (t)	Réduction (%)
Seine tournante	–	–	–	–
Palangre	–	–	–	–
Filet maillant	–	–	–	–
Canne	–	–	–	–

- 3 - Cette exigence n'est pas applicable: –

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

–

Résolution 19/01 (Contraignante pour l'Indonésie, l'Iran, Madagascar, Oman et la Somalie)

REQ 2.160bj2101

SEULEMENT APPLICABLE A INDONESIE, LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, MADAGASCAR, OMAN ET LA SOMALIE

1. Actions prises pour appliquer les mesures de conservation et de gestion de la Résolution 19/01 Sur un plan intérimaire pour la reconstitution du stock d'albacore de l'océan Indien dans la zone de compétence de la CTOI, adoptées par la Commission: -
2. La CPC est assujettie à réductions de captures d'albacore en 2022: -
- Si Oui, excédents de captures: -
3. Le rapport sur les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore a déjà été envoyé au secrétariat de la CTOI : -
- Si non, rapport chargé: -
4. Les méthodes pour réaliser les réductions de capture d'albacore implémentées au niveau national sont: -
- Méthodes additionnelles: -
5. Informations additionnelles: -
6. Cette exigence n'est pas applicable: -

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

REQ 2.170bj2101**SEULEMENT APPLICABLE A INDONESIE, LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, MADAGASCAR, OMAN ET LA SOMALIE**

- 1 - La CPC a des navires PS/SP sur le Registre des navires autorisés: -
- 2 - Les informations sur les senneurs desservis par chaque navire de ravitaillement en 2023 ont été fournies au Secrétariat: -
- 3 - Cette exigence n'est pas applicable: -

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

REQ 2.180bj2101**SEULEMENT APPLICABLE A INDONESIE, LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, MADAGASCAR, OMAN ET LA SOMALIE**

1. La CPC a des navires PS/SP sur le Registre des navires autorisés: -
2. Le plan de réduction de l'utilisation des navires auxiliaires a été soumis pour: -
3. Cette exigence n'est pas applicable: -

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

REQ 2.190bj2101**SEULEMENT APPLICABLE A INDONESIE, LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, MADAGASCAR, OMAN ET LA SOMALIE**

- 1 - La CPC est soumise à des réductions des prises d'albacore: -
- 2 - Les captures d'albacore en 2021 déclarées au Secrétariat de la CTOI et la réduction étaient de:

Engin de pêche	Année de référence	Prises de YFT l'année de référence	Prises YFT en 2021 (t)	Réduction (%)
Seine tournante	-	-	-	-
Palangre	-	-	-	-

Filet maillant	-	-	-	-
Canne	-	-	-	-

3 - Cette exigence n'est pas applicable: -

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

REQ 2.200bj2101

SEULEMENT APPLICABLE A INDONESIE, LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, MADAGASCAR, OMAN ET LA SOMALIE

1. J'ai déclaré des captures au filet maillant en 2022, j'ai des navires de pêche au filet maillant sur le registre des navires autorisés, la flotte de filet maillant été active dans la zone de compétence de la CTOI: -
2. Niveau de mise en œuvre du paragraphe 20 - Suppression progressive ou conversion des navires de pêche au filet maillant à d'autres engins : -
3. Niveau de mise en œuvre du paragraphe 21 - Filets maillants installés à 2 m de profondeur dans les pêcheries au filet maillant: -
4. Rapporter le niveau de mise en œuvre du paragraphe 22 - Augmenter de 10 % la couverture des observateurs ou l'échantillonnage sur le terrain à bord des navires de pêche au filet maillant en utilisant d'autres méthodes de collecte de données (électroniques ou humaines): -
5. Cette exigence n'est pas applicable: -

Obligation juridique

Référence juridique des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-

Texte des lois, règlements et instructions administratives en vigueur relative à cette exigence:

-